



Françoise Grossetête

www.francoise-grossetete.eu

Bruxelles, le 12 juin 2015

Le fait de la semaine

Françoise Grossetête était mardi 9 juin l'invitée de l'émission "La Voix est Libre" sur France 3 Alpes. Une émission consacrée à l'immigration et aux réponses apportées par l'Union européenne à la crise des migrants en Méditerranée. Pour la députée européenne, l'Europe doit renforcer sa politique migratoire pour plus de fermeté; en organisant une surveillance plus efficace des frontières extérieures, en luttant contre les passeurs, véritables trafiquants d'êtres humains, et en poursuivant ses efforts d'aide et de sécurisation des populations locales dans les pays déstabilisés de notre voisinage. **L'émission sera diffusée ce samedi 13 juin à 11h30 sur France 3 Alpes.**

Relations avec la Turquie

Le mercredi 10 juin, les eurodéputés étaient appelés à se prononcer sur le rapport de suivi 2014 concernant la Turquie. Un texte sur lequel Françoise Grossetête, en conformité avec ses convictions et ses promesses de campagne, a préféré s'abstenir :

"J'ai voté contre les amendements de ce rapport qui laissaient entendre qu'une reprise du processus de négociation d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne était possible. Je m'oppose en effet avec force à l'entrée de la Turquie dans l'UE et défends une pause durable dans le processus d'élargissement" a-t-elle déclaré.

"Nous devons être clairs et honnêtes avec la Turquie; si une coopération renforcée est envisageable, l'adhésion à l'Union européenne n'est pas un objectif souhaité. Tant sur le plan géographique que culturel ou historique, la Turquie n'appartient pas à l'espace européen."

Elle a cependant tenu à préciser : *"Je me suis abstenue lors du vote final, le rapport comprenant un certain nombre de dispositions très fermes à l'endroit de la Turquie visant notamment à condamner les atteintes aux droits de l'homme et à la liberté d'expression dans le pays, à rejeter la politique de peuplement utilisée à Chypre, et à demander à la Turquie de reconnaître le génocide arménien."*

Zéro tolérance pour la corruption au sein de la FIFA

Le jeudi 11 juin 2015, les députés européens ont adopté à une très grande majorité une résolution en réaction au scandale de corruption au sein de la Fédération Internationale de Football (FIFA) appelant au départ immédiat de son président Joseph Blatter, qui a démissionné mais compte rester en poste jusqu'à ce qu'un successeur soit trouvé.

Françoise Grossetête s'est prononcée en faveur du texte demandant que des réformes structurelles profondes soient rapidement entreprises au sein de la FIFA:

"Je ne peux que réprouver le comportement corrompu des fonctionnaires de la FIFA incriminés. Un scandale de corruption d'une telle ampleur porte préjudice à l'image du football, qui est culturellement et économiquement très important dans l'Union européenne. Des mesures immédiates doivent être prises pour mettre fin à ce chapitre obscur du football."

Traité Transatlantique : la gauche prend en otage le Parlement européen!

Alors qu'était prévu, ce mercredi 10 juin, un vote très important portant sur les recommandations du Parlement à la Commission européenne en ce qui concerne la négociation du Partenariat Transatlantique

de Commerce et d'Investissement, les discussions ont soudainement dû être reportées *sine die*. La faute au groupe Socialiste, incapable de s'entendre sur une ligne commune et de faire taire ses divergences, et qui a donc demandé le report du vote.

Il s'agit pour Françoise Grossetête d'une *"décision irresponsable, qui revient à prendre en otage tout le Parlement en l'empêchant de se prononcer d'une voix forte sur le TAFTA et les lignes rouges à ne pas franchir par la Commission européenne. Alors que nous avons besoin d'un texte solide et clair pour que les positions du Parlement soient réellement prises en compte, ce vote avorté à cause des socialistes donne l'image d'une impréparation totale."*

Le groupe du Parti Populaire européen (PPE) était pourtant prêt à soutenir le texte, qui rappelait les formidables opportunités, notamment en termes d'emploi, que peut offrir le Partenariat Transatlantique, tout en refusant avec fermeté une révision à la baisse des normes européennes dans le domaine social, sanitaire ou environnemental. Quant aux mécanismes d'arbitrage (ISDS) envisagés dans le cadre de l'accord commercial, qui suscitent de nombreuses craintes, le PPE avait accepté d'aller vers la création d'un tribunal international permanent pour régler les litiges liés à l'investissement, en remplacement du mécanisme privé initialement proposé.

Le chiffre de la semaine

89: c'est le nombre de politiciens et fonctionnaires européens qui figurent sur une liste noire leur interdisant l'accès au territoire russe. Le Parlement européen a adopté un rapport sur les relations avec la Russie, sérieusement endommagées par la conduite récente du gouvernement de Vladimir Poutine. Françoise Grossetête a cependant tenu à souligner l'importance de garder une communication permanente et constructive avec la Russie.
